

L'ARS Nouvelle Aquitaine élimine le GAPS :

Le personnel et les usager-e-s sacrifié-e-s

A la fin de cette année, **le Groupe d'Aide Psychologique et Sociale (GAPS)**, l'association de Bordeaux accompagnant les Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) depuis 38 ans **va disparaître** en raison d'une décision de l'ARS Nouvelle Aquitaine.

Les directions régionales et départementales de l'ARS, ont décidé de couper la totalité de la subvention accordée au GAPS, représentant 70% de son budget. Ils justifient cette décision par le fait que **l'activité de l'association serait trop coûteuse et se substituerait aux services de droit commun**. Par ailleurs, le GAPS a été écarté de toute discussion sur son avenir, et la subvention pour 2024 a été maintenue uniquement pour permettre le transfert des usager-e-s vers le CHU de Bordeaux avant la fermeture définitive de l'association.

En 2023, 434 **personnes vivant avec le VIH (PVVIH)** ont bénéficié de l'accompagnement de l'équipe pluridisciplinaire du GAPS, qui inclut des assistantes sociales, un chargé d'insertion, des médiatrices en santé et des psychologues. Cet accompagnement global couvre tous les aspects de la vie des usager-e-s — santé, qualité de vie, intégration sociale, vie professionnelle, affective et sexuelle — et garantit leur accès et le maintien dans les soins ainsi que dans leurs droits sociaux. **Ce type d'accompagnement est complémentaire aux services offerts par les structures de droit commun.**

Le risque est grand pour les PVVIH les plus fragiles, celles qui nécessitent une approche fine et adaptée à leurs besoins. Ce changement pourrait entraîner des pertes de droits et des obstacles dans leur parcours de soins. Le passage d'un accompagnement personnalisé et global, tel que proposé par le GAPS, à **un modèle hospitalier, qui ne place pas le psychosocial au cœur de ses préoccupations**, est susceptible de ne bénéficier qu'à ceux et celles qui disposent des plus grandes ressources sociales et psychiques.

La décision de l'ARS de transférer les usager-e-s du GAPS vers le CHU ne prend pas en compte cette réalité du terrain et constitue une insulte au travail des professionnels du GAPS. Elle met également en danger la vie des PVVIH qui **dépendent de cet accompagnement spécifique**. Les responsables de l'ARS auraient dû anticiper les conséquences de leurs actes. **Au final, leurs choix créent une violence institutionnelle à l'encontre des personnes concernées — usager-e-s, salarié-e-s, administrateur-trice-s et partenaires — et compromettent gravement l'accès aux soins des PVVIH.**

Les salarié-e-s du GAPS, à la fois dans un élan résigné et de conscience professionnelle, ont envisagé de rejoindre le CHU pour ne pas abandonner les personnes suivies. Après différentes rencontres avec le CHU, l'équipe du GAPS estime que les conditions indispensables au maintien d'un accompagnement global et de qualité auprès des PVVIH précaires et vulnérables ne sont pas réunies. En conséquence, pour des raisons éthiques et de déontologie, aucun membre de l'équipe du GAPS n'intégrera la nouvelle organisation du CHU. **Ainsi, l'ARS porte la responsabilité du démantèlement d'une association qui a su œuvrer pendant 38 ans sur le territoire métropolitain et de la perte d'une expertise collective précieuse.**

Dans ce contexte national actuel, il est essentiel de réaffirmer la nécessité d'une politique de santé publique qui prenne en compte les besoins spécifiques des PVVIH. Leur situation, complexe et souvent précaire, requiert un accompagnement adapté et une reconnaissance de leurs droits. Le départ du GAPS ne doit pas être considéré comme une simple réorganisation, mais comme un appel à repenser notre approche face aux réalités vécues par les personnes vivant avec le VIH.

Contact presse :

- *Guylène MADELINE (GAPS) : 06 24 96 04 68*
- *Guy MOLINIER (Act Up Sud-ouest) : 06 18 41 20 99*

**ACTUP Sud-Ouest et le GAPS appellent à une mobilisation devant l'ARS 33
le jeudi 19 décembre à 12h**